CONSEIL D'ÉTAT

Arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur le droit de cité neuchâtelois (RLDCN)

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture,

arrête :

Article premier Le règlement d'exécution de la loi sur le droit de cité neuchâtelois, du 3 juillet 2017, est modifié comme suit :

Titre du règlement : adjonction d'une abréviation (RLDCN)

Art. 11, al. 1, let. j (abrogée), k (nouvelle teneur) ; al. 1bis (nouveau)

j) abrogée

k) passeport des langues délivré par le Secrétariat fide sur mandat du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) ou certificat de langue reconnu pour obtenir ledit passeport ;

^{1bis}Les personnes de langue maternelle française n'ont pas l'obligation de présenter le passeport des langues pour justifier de leurs compétences orales et écrites en français, de même que les personnes ayant fréquenté l'école obligatoire dans la langue française durant au moins 5 ans, ainsi que les personnes ayant obtenu un diplôme de degré secondaire II ou de degré tertiaire suite à une formation dispensée en français.

Art. 13, al. 2 (nouvelle teneur)

²En cas de classement, en application de l'article 20 LDCN ou suite à un transfert de domicile dans un autre canton ou à l'étranger avant que la demande ne soit transmise à l'autorité fédérale avec un préavis favorable à l'octroi du droit de cité cantonal, un émolument de 300 francs (150 francs pour les moins de 18 ans) reste dû. Le solde de l'émolument cantonal est restitué.

Art. 2 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 23 octobre 2019

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUD

La chancelière,
S. DESPLAND